



GAGNER !

**Pour les socialistes,
pour la gauche,
pour les Français**

80^e congrès
du Parti
socialiste

**TEXTE
D'ORIENTATION**



GAGNER!

Pour les socialistes, pour la gauche, pour les Français

Le Congrès qui s'ouvre ne ressemble à aucun autre. Il fait suite à une élection présidentielle qui, pour la troisième fois en 20 ans, n'a vu aucun candidat de gauche présent au second tour. Nous avons réalisé le score le plus faible de notre histoire. La disparition du paysage politique nous était promise. Nous avons fait le choix de l'Union pour redonner au peuple de gauche une espérance, replacer les socialistes au cœur de la gauche, ouvrir une nouvelle page de notre histoire, avec un groupe parlementaire conforté et renouvelé.

Mais notre regard ne peut être tourné sur nous-mêmes. Notre priorité, c'est l'avenir du pays, un pays divisé, en crises permanentes, incapable de tenir ses engagements écologiques, miné par les inégalités et la perte de confiance dans les institutions démocratiques. **Notre priorité, ce sont les Français,** de l'Hexagone aux outre-mer, confrontés à l'inflation et à la récession qui vient, inquiets des réformes des retraites ou de l'assurance chômage, révoltés par la crise de l'hôpital et le déclin des services publics. **Notre engagement est d'empêcher l'arrivée au pouvoir du Rassemblement National en 2027** et d'y opposer une alternative crédible.

Nous voulons faire gagner la gauche et pour cela faire progresser le Parti socialiste car aucune victoire de la gauche ne sera possible sans un Parti socialiste puissant. Nous proposons pour gagner une stratégie claire : donner une force nouvelle au Parti socialiste, consolider le rassemblement de la gauche et de l'écologie, ouvrir et élargir notre rassemblement dans la société. **Les socialistes ont un projet adopté** en 2021 qui doit évoluer, être enrichi et complété, en mobilisant les militants, les élus, les citoyens et le mouvement social. **Les socialistes ont un Premier secrétaire,** Olivier Faure, avec lequel nous avons tenu bon dans les tempêtes et su redonner au Parti socialiste un avenir.

Ce texte d'orientation est d'abord un texte de rassemblement : rassemblement de toutes les sensibilités de la famille socialiste dans leur diversité, des sociaux-démocrates à l'aile gauche historique du Parti socialiste ; aujourd'hui rassemblement de 5 contributions générales « Pour Christine et toutes les autres », « Osons », « Le sens du combat », « Gagner », « Ancré à gauche et unitaire ». Le chemin vers la victoire sera semé d'embûches. Il faudra une équipe pluraliste, élargie, fortement renouvelée et féminisée pour animer le Parti socialiste. Ensemble, nous allons relever ce formidable et enthousiasmant défi.

Nous aurons à construire ce chemin dans un environnement incroyablement difficile.

Trente ans de « mondialisation heureuse » ont conduit à une impasse. **Le monde vogue de crise en crise, symptôme d'une défaillance structurelle et profonde du libéralisme économique** : crise économique et financière, crise de l'action publique, montée des inégalités et de la précarité qui frappe d'abord les femmes, crise écologique et climatique, crise sanitaire, guerre en Ukraine.

La démocratie aussi est en crise. Le débat public sombre trop souvent dans la caricature et la polémique ; la participation électorale s'effondre. La perte de confiance dans les institutions mine l'idée même de changement et réduit notre capacité à agir de manière collective, renvoyant chacun à un délétère isolement.

Ce qui faisait « tenir » le monde d'hier est fragilisé ou à terre. Les institutions internationales ne pèsent plus assez face à la volonté de domination des puissances autoritaires. L'extrême-droite est au pouvoir dans un nombre croissant de pays, menaçant la démocratie américaine, progressant en Europe et positionnée, en France, comme force d'alternance.

Comme militants socialistes, nous avons une conscience aiguë de notre responsabilité collective. Notre énergie doit être concentrée sur un seul objectif : apporter une réponse politique aux grands dérèglements, retrouver le chemin de l'espérance, tenir la promesse d'égalité de la République laïque, défendre les valeurs et le projet européen, faire barrage à l'extrême-droite.



- 1 -

**Pour gagner demain,
affirmer aujourd'hui
l'identité et le projet
du socialisme écologique
pour les Français**

Socialistes, nous savons pourquoi nous nous battons : pour la justice et l'émancipation, pour briser les déterminismes qui empêchent de choisir sa vie, pour le projet universaliste de la République sociale et écologique. Nous sommes un parti féministe.

Socialistes, nous savons pour qui nous nous battons : pour celles et ceux que les déterminismes enferment, à l'école, au travail, dans la vie de tous les jours. Qu'ils soient sociaux, géographiques, professionnels ou de genre, qu'ils soient renforcés par des discriminations selon l'origine, la couleur de peau, le handicap, l'orientation sexuelle ou la religion, ils empêchent d'accéder à une vie digne et épanouie. Pour les classes populaires et les classes moyennes qui subissent de plein fouet le poids de ces déterminismes et sont les principales victimes de la politique macroniste.

Socialistes, nous savons aux côtés de qui nous nous battons : pour ceux qui vivent de leur travail, contre ceux qui vivent du travail des autres. Nous prenons appui sur leur soif de justice sociale, sur leur désir d'une vie meilleure.

Ce combat a toujours été celui des socialistes mais le monde dans lequel nous le menons a changé. Nous n'avons qu'une planète. **Notre**

socialisme est désormais un socialisme écologique qui perpétue notre combat historique pour l'égalité et la justice mais l'inscrit dans le paradigme de la limitation des ressources dans un monde fini. Nous croyons à la bifurcation écologique par une réappropriation des biens communs, une réaffirmation de la puissance publique et une justice écologique qui fait porter le coût de la transition sur les plus riches, principaux prédateurs de notre écosystème.

Nous sommes un parti de transformation. Pas un parti d'accompagnement de la mondialisation ultra-libérale avec laquelle nous souhaitons rompre. Nous sommes un parti de socialistes, pas de sociaux-libéraux. Nous voulons initier de grandes transformations, mais elles ne se réaliseront que si nous les rendons acceptables. La radicalité n'est productive que si elle se confronte au réel et à l'exercice du pouvoir.

Nous avons un socle, le projet politique auquel nous avons travaillé et que les militants ont adopté en septembre 2021 : « **Il est temps de vivre mieux** ». Il s'enrichit aujourd'hui des contributions générales et thématiques que les militants ont déposées pour ce congrès.

Faire le choix résolu et déterminé de l'Europe

L'Europe est aujourd'hui menacée par des régimes autoritaires et directement agressée par la Russie. L'Ukraine ne se bat pas seulement pour sa souveraineté : elle est le front où se joue l'avenir de nos valeurs et de notre modèle de société. **L'Europe est donc pour nous un choix résolu et déterminé**, une Europe qui doit être aux côtés des peuples pour faire prévaloir la justice et la liberté.

Dans un monde qui a radicalement changé, le projet européen doit lui aussi changer, radicalement. Le temps est venu d'une Europe puissante, souveraine, protectrice et démocratique.

Construire cette Europe implique un formidable effort de construction d'une défense et d'une sécurité communes ; mais aussi de la reconquête de notre souveraineté industrielle, sanitaire et alimentaire. Cela demande de faire prévaloir un objectif central : la planification et l'accélération de la transition écologique, condition de notre avenir comme de notre souveraineté énergétique.

Pour réussir, **nous devons accepter de nouveaux pays au sein de l'Union** à la condition de réformer son fonctionnement afin, comme vient de le proposer le chancelier

social-démocrate Olaf Scholz, de passer, dans de nombreux domaines, du vote à l'unanimité à celui à la majorité qualifiée.

Cette vision est antagoniste avec celle nationaliste et identitaire qui prône la remise en cause de nos valeurs fondamentales, le repli national et l'affaiblissement de l'Europe. **Quand, de plus en plus souvent en Europe, la droite pactise avec l'extrême-droite, les socialistes et les sociaux-démocrates doivent, avec toute la gauche, s'imposer comme le rempart de l'idéal et du projet européens.**

Le projet que nous portons est également incompatible avec le libéralisme économique. On ne peut plus invoquer une Europe souveraine tout en encourageant de nouveaux accords de libre-échange, en défendant la politique agricole et alimentaire actuelle, en protégeant la politique de concurrence. Le « en même temps » d'Emmanuel Macron est une imposture.

Une Europe souveraine ne peut être qu'une Europe de la justice sociale et écologique. Sans le respect de ce pacte social, les sociétés se brisent face aux difficultés car la souffrance des classes populaires devient trop grande et les injustices insupportables. Tout plaide donc pour le retour de l'intervention publique, pour la définition de biens communs échappant au marché, pour l'égalité d'accès à ces biens essentiels et pour la réhabilitation et la refondation des services publics.

L'Europe avait raté la gestion de la crise financière de 2008, elle a réussi celle du Covid grâce notamment aux achats conjoints de vaccins et au plan de relance commun. **Elle doit aujourd'hui répondre à la crise énergétique avec un plan massif de soutien**

aux classes populaires et aux PME, un blocage des prix de l'énergie et une remise en cause rapide de la libéralisation du marché de l'énergie.

Nous avons enfin à défendre ce que nous sommes sur la scène mondiale : notre projet, nos intérêts et une autre vision de la mondialisation. Cela implique une autre approche du commerce international, un nouveau partenariat avec l'Afrique et la Méditerranée et une approche renouvelée des institutions onusiennes. La coopération internationale doit donner la priorité à la défense des droits humains, le combat écologique et le développement humain. La lutte contre la spéculation financière, l'évasion et l'optimisation fiscales doit nous en donner les moyens.

Nous voulons une politique commune d'asile et d'accueil des migrants. Si elle a des frontières, l'Europe ne saurait être une forteresse. Elle doit sanctuariser le droit d'asile. Nous refusons que l'Europe organise le tri et la rétention des réfugiés hors de ses frontières, nous voulons instituer des visas humanitaires et une agence européenne de l'asile, véritable « OFPRA européen », indépendante, capable de répondre rapidement, avec des critères communs, aux demandes d'asile. Cela implique de mettre fin au règlement de Dublin III et de renégocier le Pacte Asile Migration. Cette politique doit s'appuyer sur un Accord de Paris de la gouvernance mondiale des migrations. Elle doit enfin favoriser la création de voies légales et sûres de migrations économiques et une véritable politique d'intégration.

Travailler dignement, vivre décentement, partout en France

Notre société ne tient plus sa promesse d'égalité devant l'emploi, l'école, la santé, les services publics. Pourtant, la fortune des milliardaires et la richesse des plus favorisés atteignent des sommets. Voilà qui nourrit un sentiment d'exclusion et d'injustice qui est le terreau fertile de l'extrême-droite. **Contre l'indécence des puissants, nous défendons la décence commune, c'est le combat historique des socialistes.**

La première dignité, c'est de pouvoir vivre des fruits de son travail. Le Parti socialiste est le parti du travail, des travailleuses et des travailleurs. Nous ne défendons pas la valeur travail pour elle-même mais la valeur du travail.

Cela implique **l'émergence d'une entreprise nouvelle**, dont l'objet n'est pas que le profit, où le pouvoir est partagé, notamment grâce à l'entrée à parité des salariés dans les conseils d'administration. Quand on partage le pouvoir, on partage la richesse créée en faisant progresser les salaires et donc le pouvoir d'achat.

Nous soutenons la proposition de la Confédération Européenne des Syndicats de limiter les écarts de salaire dans l'entreprise en taxant les salaires supérieurs à 12 fois le salaire le plus bas et en interdisant ceux au-delà de 20 fois. Cela permettra d'augmenter fortement les bas salaires.

Nous nous battons pour la décence au travail. Alors que notre pays détient le triste record d'accidents mortels au travail, nous devons œuvrer à l'amélioration des conditions de travail.

Contre l'ubérisation du travail, nous défendons également la présomption de salariat pour les travailleurs des plateformes et donc le projet de directive proposé par le commissaire européen socialiste Nicolas Schmidt que le gouvernement français persiste à bloquer.

Nous portons le droit à l'emploi pour toutes et tous, en généralisant progressivement l'expérience réussie des territoires « zéro chômeur de longue durée ».

Pouvoir se former tout au long de la vie est indissociable de notre conception du travail digne. Nous défendons la formation professionnelle comme partie intégrante des droits du travailleur avec la création d'un capital « formation continue » venant corriger les inégalités de formation initiale et le droit à un an de formation libre.

Pour mener ces combats, nous nous appuyons sur les syndicats et le mouvement social en lançant une **conférence sociale** qui aura pour boussole le **principe d'utilité sociale des emplois**. Elle prendra en compte le rôle des emplois des premiers de corvée

qui sont bien souvent les premières. Elle portera sur des thèmes aussi larges que la revalorisation des salaires, l'égalité salariale réelle entre les femmes et les hommes, la réduction du temps de travail, la santé, la formation.

Le travail digne ouvre le droit à une sécurité sociale. Alors que ces droits sont aujourd'hui attaqués par la droite libérale, nous défendons le droit à la retraite en bonne santé et combattons la réforme à venir des retraites comme celle de l'assurance-chômage.

La dignité est un droit et l'éradication de la pauvreté un impératif. Or, en cinq ans, 300 000 personnes de plus ont basculé dans la pauvreté. Nous proposons la création d'un « minimum jeunesse » ouvert aux 18-24 ans ainsi qu'une « dotation tremplin », visant à donner à chacun, dès 18 ans, un capital permettant de financer tout ou partie de sa formation et de ses projets ; des minimas sociaux revalorisés au moins à hauteur de l'inflation ; la création d'un bouclier logement pour ne pas consacrer plus de 30% de son revenu à son logement ; la lutte contre le non-recours aux droits.

Une vie digne, c'est l'allongement de l'espérance de vie en bonne santé. Nous défendons un New Deal pour l'hôpital public avec le recrutement de personnels, l'établissement d'un ratio minimum de soignants au chevet des patients, un reste à charge 0. Nous luttons avec détermination contre les déserts médicaux dans les campagnes comme dans les villes, en refondant le contrat entre la Nation et ses médecins, par la régulation de l'installation des professions médicales, mesure juste et efficace pour porter un coup d'arrêt aux inégalités grandissantes d'accès aux soins.

Nous portons l'ambition d'une vie **en pleine santé**, en redonnant la priorité à **la prévention et au bien-être** : l'accès à la santé, l'alimentation, la qualité des milieux de vie (air, eau, paysages, etc.). La qualité de l'air intérieur ou le toxiscore sont ici des pistes d'actions concrètes à ouvrir sans délai. La santé mentale doit devenir une grande cause nationale.

Nous voulons relever le défi de la société de la longévité, faire de la « vie chez soi » le choix le plus durablement garanti : lutter contre l'isolement, revaloriser les métiers du soin et de l'accompagnement, développer les parcours résidentiels, du maintien à domicile à l'EHPAD, en passant par l'habitat inclusif et l'aide aux aidants.

Nous n'avons pas oublié les leçons du mouvement des gilets jaunes. De nombreux territoires ne sont pas seulement marqués par les conséquences délétères des crises sociales, économiques et écologiques, mais aussi par un profond sentiment d'abandon, d'assignation, de relégation. Nous voulons **assurer la qualité de vie durable dans les territoires ruraux, notamment par le retour des services publics** dont la localisation et la gestion doivent s'appuyer sur des critères adaptés aux différentes réalités locales. Ensuite, **lutter contre tous les déterminismes** territoriaux qui limitent les choix de vie, en donnant à chacun l'accès à la mobilité, à la culture et la formation ou aux services numériques et la possibilité de choisir son parcours de vie.

Assignation, retrait des services publics, c'est aussi la situation des **quartiers populaires urbains** où sévissent également des niveaux élevés de chômage et de pauvreté. Là aussi, les services publics doivent intervenir de manière renforcée et adaptée, et d'abord en

matière de sécurité, d'emploi et d'éducation.

Le droit à la dignité doit pouvoir s'appliquer dans tous les territoires, dans l'Hexagone mais aussi dans les outre-mer. Ces territoires sont des laboratoires, des lieux où l'on croise une jeunesse pleine de vitalité, qui invente chaque jour les métiers de demain, des actifs qui se lancent ou se reconvertissent dans des projets éthiques et solidaires.

Ces propositions pour un travail digne et une vie digne sont à financer par une **fiscalité juste**. Alors que la progressivité de l'impôt a reculé depuis 10 ans, que les plus riches n'ont jamais aussi peu contribué à l'effort commun, nous proposons un **pacte de solidarité pour les 5 prochaines années** qui repose sur les propositions suivantes : ISF climatique, alignement de la fiscalité du capital sur celle du travail, renforcement de la progressivité de l'impôt sur le revenu et sur les successions, progressivité de l'impôt sur les sociétés quand aujourd'hui des TPE/PME subissent un taux réel d'imposition supérieur aux grands groupes et, évidemment, taxation des superprofits.

Bifurquer avec le socialisme écologique

Face à l'urgence climatique et écologique, il faut bifurquer radicalement et maintenant.

La bifurcation, c'est réhabiliter la notion de « commun », comme l'eau, la terre, l'énergie, la biodiversité, les paysages, l'alimentation. Ces biens sont à protéger d'un marché dérégulé qui les menace et ne peut conduire qu'à en réserver l'accès aux plus fortunés. Nous défendons la gestion publique de l'eau, la nationalisation des infrastructures de transport et de distribution de gaz et d'électricité et un véritable service public des transports, notamment ferroviaires.

Bifurquer, c'est planifier. Seule la puissance publique est en capacité de s'inscrire dans le long terme. Bifurquer, c'est repenser en profondeur l'aménagement du territoire, en luttant contre l'étalement urbain et l'artificialisation des terres. C'est revoir nos habitats, nos modes de production et de consommation. **Nous devons changer de politique agricole** pour à la fois préserver la planète, permettre aux agriculteurs de vivre de leur travail, réussir la transformation écologique de l'industrie agroalimentaire, tout cela pour garantir l'accès de chacun à une alimentation de qualité. **La bifurcation passe aussi par le retour à une véritable politique industrielle** fondée sur les compétences

humaines et l'innovation, tournée vers la souveraineté européenne, notamment dans l'énergie et les médicaments, une industrie qui réduit son empreinte carbone et invente un modèle tourné vers l'écoconception et l'économie circulaire.

Pour planifier, la puissance publique aura besoin de s'appuyer sur de nouveaux critères de richesse et de bien-être et de nouvelles règles comptables. Révision du PIB, prise en compte des actifs écologiques et sociaux, nouvel objet social des entreprises : tout est à revoir ! Sans nouvelle conception de la richesse, point de bifurcation.

La bifurcation appelle des investissements massifs dans la décarbonation des secteurs (transports, logement, agriculture, ...) et, par exemple, pour la rénovation thermique de tout le bâti avec un reste à charge zéro et un préfinancement gratuit pour les particuliers modestes.

Le mix énergétique 100% renouvelable est un objectif central de la planification écologique en investissant dans ces sources d'énergie, dans les réseaux, le stockage. Trois défis sont devant nous : n'utiliser le nucléaire que comme une énergie de transition en prolongeant la durée de vie des centrales existantes sous le contrôle de l'Autorité de sûreté nucléaire ; baisser radicalement notre niveau de consommation d'énergie, pour moins dépendre des énergies les plus carbonées, souvent importées ; investir massivement et immédiatement dans le renouvelable. Nous proposons, dans 5 ans, un référendum sur la place du nucléaire dans le mix énergétique qui devra être éclairé par les choix européens réalisés d'ici là.

Pour réussir la bifurcation, nous avons

besoin d'un pacte de coopération entre tous les acteurs : État, collectivités, mouvement social, société civile, citoyens. Au regard du montant des investissements à réaliser, il faudra créer des fonds d'investissement « verts », à toutes les échelles, locale, nationale et européenne, qui sortent du cadre de la dette et des pactes financiers. La bifurcation écologique doit être financée par des leviers nouveaux : l'ISF vert, mais aussi au niveau européen, un prix réel du carbone, un correctif carbone aux frontières universel, une taxe sur les transactions financières, la taxe plastique.

Nous considérons que le monde de l'assurance n'a plus la capacité de garantir les risques écologiques et environnementaux qui doivent être pris en charge par **une nouvelle branche de la sécurité sociale, garante de justice et d'égalité.**

L'effort doit être justement réparti. C'est d'abord aux 10% les plus riches, qui émettent 5 fois plus de carbone que la moitié la plus pauvre des Français, qu'il faut demander de changer leurs modes de consommation. C'est cela la justice écologique.

Pour les plus défavorisés, l'accompagnement doit donc être sans faille : rénover les logements pour faire baisser les factures, aider à passer vers la voiture électrique, le vélo, développer comme en Allemagne l'abonnement à 9 euros dans les transports publics.

Garantir le droit au respect, en portant un universalisme de combat

Les Français ont droit au respect, quels que soient leur genre, leur orientation sexuelle, leur origine, leur couleur de peau, leur handicap ou leur religion. Pour le garantir, la République porte en elle le principe de l'égalité.

Pour imposer le droit au respect, certains défendent l'option du différentialisme, ce n'est pas la nôtre car elle mène à une société fractionnée qui entérine la séparation des identités. **Ce que nous portons, c'est un universalisme de combat, qui postule des citoyens égaux quelles que soient leurs différences.**

La République défend ici deux principes.

La laïcité d'abord, qui doit être la garante du respect de toutes et tous. Celle-ci repose sur les piliers que sont, depuis 1905, la liberté de conscience, l'égalité des citoyens et la stricte neutralité de l'État. Elle est une loi de liberté. Elle ne saurait en aucun cas servir à masquer les inégalités et les discriminations qui minent le pacte républicain, pacte qui ne

considère le citoyen que comme citoyen, sans autre référence identitaire. Nous la défendons sans concession notamment contre tous les obscurantismes religieux. Nous proposons la création d'un Défenseur de la laïcité disposant de relais locaux.

L'égalité et le refus de toute discrimination ensuite. Nous savons que cette promesse républicaine n'a pas été tenue, il est temps de décréter la mobilisation nationale contre toutes les formes de discrimination en créant un Parquet dédié, en instaurant un récépissé lors des contrôles d'identité, en renforçant les sanctions des discriminations au logement ou à l'emploi, mais aussi en construisant une société réellement inclusive.

Notre socialisme et notre universalisme de combat sont féministes : nous combattons pour l'égalité dans le travail, dans la société, dans la politique. Nous reconnaissons au féminisme une force motrice sur tous les sujets et sa vocation à irriguer les combats socialistes. Le mouvement Me Too a déclenché une formidable prise de conscience des violences sexistes et sexuelles à l'égard des filles et des femmes. Il nous revient de porter le combat contre le patriarcat pour répondre aux espoirs de millions de femmes à travers le pays et au-delà. Il nous revient aussi d'être exemplaires au sein de notre formation politique. Associations féministes, victimes, femmes de tous horizons doivent avoir la certitude de pouvoir trouver chez nous des relais politiques crédibles et fiables.

Nous défendons **un pacte pour l'égalité réelle entre femmes et hommes** qui proposera notamment la mise en œuvre de tous les moyens (financiers, culturels...) pour revaloriser les métiers majoritairement exercés par les femmes ; l'égalité salariale

réelle entre les femmes et les hommes ; l'instauration d'un congé parental de même durée ; la refonte de l'éducation à la sexualité, au consentement, contre les stéréotypes de genre tout au long du parcours scolaire ; la mise en place d'un congé de 5 jours en cas d'avortement ou de fausse couche et le droit à une journée de congé menstruel. En politique, nous soutenons la parité totale dans toutes les collectivités et tous les EPCI, et chercherons à garantir le partage égal des différents types de responsabilités dans l'exercice du pouvoir.

Les **droits des femmes** doivent être défendus et le droit à l'avortement inscrit dans la Constitution. Nous voulons donner un contenu féministe à la fiscalité et un statut pour les familles monoparentales, qui sont d'abord et avant tout celles des femmes qui élèvent seules leurs enfants, et qui donnera accès à des droits spécifiques.

Contre les violences sexistes et sexuelles, nous plaçons pour l'amélioration de la formation des magistrats, des policiers, des responsables politiques et le développement des centres d'accueil spécialisés sur tout le territoire. Nous proposons de consacrer un budget d'au moins un milliard d'euros par an à la lutte contre les violences conjugales.

Pour lutter contre les LGBTIphobies, notamment avec HES, notre partenaire associatif depuis 40 ans, nous nous engageons à combattre pour l'égalité des droits et l'émancipation réelle. Nous mettrons fin aux mutilations des Intersexes ; soutiendrons concrètement les personnes trans ; accentuerons la protection et l'éducation des jeunes ; relancerons la lutte contre les IST et le VIH-SIDA.

Le droit au respect, c'est aussi le droit de vivre en sécurité.

Nous devons agir avec détermination pour protéger nos concitoyens, notamment dans nos quartiers dont certains sont gangrenés par les trafics de drogue. Nous prôtons le rétablissement d'une police de proximité. Mais aussi une déontologie renforcée d'une police républicaine, respectée et respectueuse, soumise à une instance de contrôle indépendante. Nous défendons l'augmentation du nombre de magistrats, de greffiers et de personnels de justice, dont les conditions de travail sont actuellement trop dégradées pour une réponse judiciaire à la hauteur avec des délais raccourcis de jugement. Nous demandons aussi l'ouverture d'un débat sur la légalisation du cannabis afin d'en détruire les réseaux et l'économie souterraine.

Mais notre approche de la sécurité doit s'élargir en réinvestissant dans les capacités militaires, le renseignement intérieur et extérieur, la lutte anti-terroriste, mais aussi dans la protection des populations faces aux crises environnementales et sanitaires avec la protection civile, les capacités sanitaires et hospitalières, et les stocks de médicaments comme de nourriture

**Reprendre
le combat
pour l'école de
la République
et la raison
émancipatrice
antidote à
l'obscurantisme
et à la
fragmentation
de la société**

Dans l'idéal socialiste, l'école a une place à part. Elle doit être un lieu d'émancipation collective et individuelle.

Or, la promesse d'émancipation par l'école, dans de nombreux territoires, est devenue une fiction. Cette injustice nourrit les ressentiments et la colère qui traversent notre pays. Face aux attaques des libéraux contre l'école, nous devons renouer avec la promesse républicaine.

La société doit dire avec force ce qu'elle attend de l'école. Son objectif est pour

nous d'**offrir à chacun un parcours de réussite**, ce qui justifie de mettre au cœur du projet éducatif l'objectif d'une « **école zéro décrocheur** » où, dès le repérage des premières difficultés, un adulte référent, en partenariat avec les enseignants, accompagne le jeune en mobilisant tous les partenaires de l'école. Cette école doit être aussi celle de la réussite des enfants en situation de handicap.

Nous voulons refaire de l'école le lieu de l'égalité et de la mixité, **mettre fin à la ségrégation sociale en intégrant à la carte scolaire les établissements publics et privés**. Nous proposons également d'**allouer équitablement les moyens en fonction de la composition sociale du public que les établissements accueillent**. Cet engagement doit être porté de la maternelle à l'enseignement supérieur, sous-financé depuis vingt ans.

L'école de la République, c'est celle de l'égalité entre femmes et hommes, qui combat les inégalités genrées d'accès aux filières et aux métiers. Nous proposerons une éducation à la vie relationnelle, affective et sexuelle (EVRAS) à chaque étape du parcours scolaire, y compris dans les études supérieures.

Notre combat est aussi celui de la **réhabilitation du métier d'enseignant**, par le salaire, la formation, les conditions de travail et la protection juridique contre les insultes et agressions.

Nous continuerons de promouvoir la citoyenneté par le sport et l'**éducation populaire**. Nous faisons nôtre le combat pour un droit aux vacances pour tous et une meilleure organisation de l'année scolaire.

Aujourd'hui appauvrie et sélective, **l'Université doit redevenir un lieu d'éducation ouvert à toutes et tous** ; le lieu de l'excellence mais aussi une porte d'entrée de la formation tout au long de la vie. Nous réaffirmons ici **notre confiance dans la science, dans la connaissance**, dans la recherche qui doivent être réhabilitées et redevenir une priorité de la Nation. Nous voulons une science au cœur de la société, mobilisée pour faire face à nos grands défis et engagée dans un dialogue permanent avec les citoyens.

Enfin, notre combat, c'est **reconstruire une politique culturelle** fondée sur la diversité, la libre création, le partage, l'échange : alors que le marché est en train de détruire la culture et les médias comme outils d'émancipation et de construction de la citoyenneté, nous voulons combattre les monopoles et soutenir les médias indépendants.

Partager le pouvoir, pour une démocratie sincère

Le socialisme, c'est la République jusqu'au bout et la démocratie portée à son plus haut niveau d'expression.

Nous portons une transformation radicale de nos institutions impliquant un rééquilibrage des pouvoirs au profit du Parlement, le renforcement de la place du Premier ministre au détriment du président de la République, symbolisé par le transfert au Premier Ministre du droit de dissolution.

Avant tout, les Français doivent pouvoir s'inscrire au cœur de notre démocratie.

Nous proposons ainsi d'introduire la proportionnelle aux législatives en s'inspirant de l'exemple allemand, de faciliter le Référendum d'Initiative Partagée et de créer un Référendum d'Initiative Citoyenne, de rendre possibles les amendements et les lois portés par les citoyen·ne·s. Tout mettre en œuvre pour la démocratisation, c'est aussi instaurer l'inscription automatique sur les listes électorales, reconnaître effectivement le vote blanc, abaisser le droit de vote à 16 ans, ou encore permettre aux étrangers non communautaires de pouvoir participer aux élections locales.

Nous voulons également donner une nouvelle place à la démocratie locale. Ce pays souffre de la verticalité d'un pouvoir qui n'écoute pas et néglige la vitalité locale. 40 ans après les grandes lois de décentralisation, nous devons réaffirmer notre ambition territoriale. Elle est au cœur de ce que nous sommes. Nous plaillons pour le respect absolu de la libre administration des collectivités locales, le rétablissement de leur autonomie financière, le renforcement des coopérations entre elles, une plus grande association des citoyens aux politiques publiques et, pour les élus, la création d'un véritable statut et une limitation du cumul dans le temps.

Dans les outre-mer, particulièrement délaissés depuis 2017 alors qu'ils ancrent la France dans quatre océans et participent à son rôle géostratégique dans le monde, la République jusqu'au bout doit se traduire par un retour de l'État autour de deux grandes priorités : la régulation des économies ultramarines pour lutter contre les causes structurelles de la vie chère et l'impératif d'égalité réelle pour ces territoires en retard de développement, frappés par le chômage de masse et menacés par le changement climatique. Nous voulons également pour chacun de ces territoires un statut particulier dans la Constitution lui permettant, selon le choix des populations, de traiter différemment des situations différentes au sein de notre République.



- 2 -

**Faire gagner la gauche
et construire aujourd'hui
un nouveau
Parti socialiste**

La vocation des socialistes : faire gagner la gauche

Gagner, c'est notre ambition ! Les socialistes feront demain de nouveau gagner la gauche : c'est notre conviction.

Depuis 4 ans, nous avons porté avec vous le choix du rassemblement de la gauche et des écologistes. Rassembler les socialistes, rassembler la gauche pour pouvoir ensuite rassembler les Français, nous avons fait nôtre cet adage de François Mitterrand qui n'avait pas eu peur de faire le choix du programme commun alors que les socialistes étaient dominés par les communistes. Le Parti socialiste est de retour au cœur de la gauche, chaque militant socialiste devrait s'en réjouir.

Cette union, personne n'en voulait, les écologistes comme les insoumis rejetaient la notion même de « gauche » et se voulaient « ailleurs ». **Le choix de l'union a permis de clarifier ce paysage. Les écologistes et les insoumis sont de nouveau de gauche, la gauche est de retour,** le face-à-face délétère entre Macron et Le Pen n'est plus la seule alternative, l'alternance à gauche est de nouveau possible, l'espérance peut revenir.

La NUPES a permis le renforcement de la gauche et des écologistes à l'Assemblée

nationale, elle a bloqué l'accès de 219 candidats de l'extrême-droite au second tour ; mais la NUPES n'a pas gagné l'élection législative. Inversement, qui peut raisonnablement croire qu'en sortant de la coalition, les rapports de force seraient modifiés et nos marges de manœuvre élargies ?

La NUPES n'est ni un nouveau parti, ni une fédération ; c'est une coordination de groupes parlementaires et un espace de dialogue permanent entre les forces de Gauche et écologistes. Sa forme voire son nom, ses équilibres, son projet seront naturellement amenés, avec le temps, à évoluer en profondeur. Nous assumons d'être engagés dans cette union tout en nous distinguant et contestant, lorsque c'est nécessaire, la stratégie ou la communication de nos partenaires. Quant au projet partagé validé au printemps, il devra évidemment être remis en débat : parce que la négociation a laissé de nombreux points aveugles, mais aussi parce que le monde change vite et parfois brutalement autour de nous, ce qui nous conduit à un devoir de réinvention et de créativité permanentes.

La NUPES réunit aujourd'hui quatre forces politiques librement engagées. Comme de tout temps, l'union est un combat et a minima un débat. **Nous pouvons être en désaccord avec certaines expressions ou choix tactiques et avec des sujets de fond. Le Parti socialiste garde sa pleine liberté et a su en user** comme sur l'OTAN, l'Europe, l'Ukraine, Taïwan, les violences faites aux femmes, comme à travers de nombreux votes à l'Assemblée nationale et au Sénat.

Nous ne sommes subordonnés à personne et aucun socialiste ne se satisfait des rapports de force constatés au sein de la

gauche au soir de l'élection présidentielle.

Nous les avons déjà fait évoluer. La France insoumise a obtenu 13 fois plus de voix que nous au premier tour de la présidentielle. Dans le cadre de l'accord, ils avaient 5 fois plus de candidats que nous, et finalement tout juste 2 fois plus de députés. Ces résultats montrent que les socialistes savent mieux que d'autres faire gagner la gauche et rassembler autour d'elle plus largement dans le pays.

Chaque élection à venir aura sa logique propre et aucune ne sera préparée sur les bases des résultats de 2022.

Aux sénatoriales de 2023, les listes devront être construites sur la base de l'implantation de chacun dans le collège électoral, celui des grands électeurs. Ensuite viendront les municipales de 2026 pour lesquelles l'union devra se faire autour des exécutifs sortants là où la gauche est majoritaire et rechercher partout ailleurs la meilleure candidature de rassemblement pour gagner.

Les élections européennes de 2024 seront de ce point de vue un test important.

Contrairement à ce qui a été prétendu, aucun accord sur les questions européennes n'a été acté au moment de la constitution de la NUPES. Au contraire, nous avons assumé nos désaccords sur ce sujet comme sur les questions internationales et de défense. Nous aborderons les prochaines élections européennes en mettant en avant notre vision de l'avenir du projet européen issu du congrès du PSE et de notre congrès. Sur cette base, nous ouvrirons le débat à gauche, avec tous nos partenaires, pour impulser une clarification politique. Nous le ferons dans la clarté, fidèles à nos convictions, sans rien céder de ce qui fait notre identité. Notre engagement européen est total et chacun sait que des divergences substantielles nous

séparent de La France insoumise. C'est l'issue de ce débat qui déterminera avec qui nous pourrons nous présenter devant les Français ; c'est le projet qui dicte les alliances et non l'alliance qui dicte le projet. Nous le ferons en socialistes et en Européens, en cohérence avec la famille socialiste et sociale-démocrate européenne fédérée au sein du PSE. L'Europe est une part de notre avenir et nous sommes fiers que son drapeau flotte aux côtés du drapeau français.

Le rassemblement de la gauche et de l'écologie est notre bien le plus précieux car sans lui il n'y a pas de victoire possible.

Nous entendons ceux qui disent « l'Union oui, mais une autre union ». Oui mais laquelle ? Personne n'a jamais apporté de réponse à cette question. Croyons-nous que nous allons gagner en marquant des buts contre notre camp, en insultant nos alliés, en semant le poison de la division ? La critique perpétuelle de la NUPES sans la présentation d'une alternative praticable masque mal l'absence de pensée stratégique de ceux qui la formulent. Ceux-là ne nous promettent que l'isolement mortel ou la remise en cause de notre ancrage à gauche au moment même où le mythe de « l'aile gauche » de la macronie s'effondre. **Nous vous proposons de confirmer le choix de l'union, la stratégie de rassemblement de la gauche et de l'écologie. Et confirmer le choix de l'union, c'est assumer de renforcer ce que nous sommes au sein de cette union.**

Pour gagner, la Gauche doit continuer à s'interroger pour s'élargir au-delà de son socle insuffisant de 30 à 35 % des électeurs. Elle doit d'abord mobiliser les abstentionnistes mais aussi renouer le dialogue avec des électeurs qui l'ont quittée.

L'ambition nouvelle que nous proposons aux socialistes est simple : apporter au rassemblement de la gauche et de l'écologie la valeur ajoutée qui lui permettra de gagner. Le Parti socialiste doit retrouver au cœur de ce rassemblement une place centrale et pouvoir prétendre demain à un leadership que chaque formation de gauche revendique. Nous n'y parviendrons que si notre action est guidée par ce principe simple : contribuer au collectif et faire progresser le rassemblement. Il ne suffit pas de revendiquer une place plus importante au sein de l'union : il faut la mériter et la gagner auprès des électeurs.

Nous sommes convaincus de la valeur que les socialistes peuvent apporter au rassemblement de la gauche et de l'écologie. Notre crédibilité dans l'action est un élément clé pour toucher plus d'électeurs. Nous avons l'expérience du pouvoir, une implantation territoriale remarquable, nous savons travailler avec le mouvement social comme avec les citoyens, la confrontation au réel est notre quotidien.

Si le Parti socialiste n'est plus, pour l'heure, le premier parti de gauche, il en est la première force parlementaire, grâce à ses sénateurs et ses députés nationaux et européens, et la **première force implantée dans les territoires,** grâce au travail et à la légitimité de ses maires et de ses présidentes et présidents d'intercommunalités, de départements et de régions. **Il demeure une grande force militante,** grâce à l'engagement de toutes et tous, grâce aussi au dynamisme des jeunes socialistes.

Afin de renforcer sa position au sein de la gauche et de permettre la victoire, le Parti socialiste doit se refonder.



- 3 -

**Pour gagner demain,
les militants au cœur
de la vie du parti,
un parti au cœur
de la gauche**

Redonner un second souffle à notre vie militante

Pour gagner, notre parti doit savoir se réinventer et s'ouvrir. Il doit jeter les bases d'un nouvel espace politique, celui du socialisme écologique européen, et le construire avec celles et ceux qui en partagent les valeurs. **Il doit mieux répondre aux aspirations des militants**, prendre en compte les nouvelles formes d'engagement et s'articuler davantage avec les acteurs de la société. **Il doit enfin faire de la bataille culturelle et idéologique sa priorité.**

Notre ambition reste intacte : gagner ! Notre congrès doit trancher notre ligne politique, mais aussitôt après, nous lancerons 3 grands chantiers :

- Le chantier européen pour préparer l'échéance de 2024 ;
- Le chantier de la refondation de l'organisation et de la vie collective de notre parti ;
- Le chantier de l'actualisation du projet.

Nous avons conscience des limites de ce qui a été réalisé depuis 2018. La Renaissance du parti Socialiste doit être accélérée et amplifiée. Ces dernières années, marquées par la Covid, la succession des échéances électorales mais aussi par la gestion du lourd fardeau financier hérité du passé ne nous ont pas permis de mettre en œuvre toutes les réformes souhaitées.

Nous lancerons un processus de refonte de nos statuts afin de les adapter aux nouvelles façons de militer, pour mieux utiliser la force militante, donner la possibilité à chacun de contribuer activement, permettre aux femmes d'exercer les mêmes responsabilités que les hommes. Ces évolutions seront soumises au vote avant la fin 2023.

Nous travaillerons avec les fédérations à la mise en place d'**un parcours militant**. Il commencera par l'**accueil des nouveaux adhérents** et pourra prendre plusieurs formes : tutorat pour accompagner les premiers pas d'un nouveau militant dans sa section/fédération ; rapport d'étonnement après 3 mois ; journées d'accueil des nouveaux adhérents au siège national du parti.

L'accompagnement au quotidien de nos responsables fédéraux et de nos secrétaires de

section sera complété **chaque année d'une réunion régionale entre la direction et les Premiers fédéraux et d'un rassemblement national des secrétaires de section**. Chaque secrétaire national animera un réseau thématique ouvert à tous les militants et toutes les militantes qui le souhaiteront.

Pour renforcer notre action et son impact, nous proposons la création de 5 espaces nationaux de mobilisation qui viendront à l'appui des fédérations et auxquels pourra adhérer n'importe quel militant qui souhaite se mobiliser sur ces thématiques. Ces espaces contiendront du contenu, de la formation et proposeront un répertoire d'actions militantes et des rendez-vous de combats.

La vie du parti sera facilitée par **l'accélération de la transformation numérique du parti**, pour le partage des informations et des expériences, pour la consultation régulière des militants, pour une gestion administrative plus efficace et plus économique, libérant du temps, des ressources humaines et des moyens pour nos activités politiques.

Le parti se dotera d'un **comité de transition féministe**. Il aura pour rôle d'alerter, de proposer, de faire évoluer les pratiques et faire émerger des candidates pour les élections mais aussi pour généraliser progressivement des tandems paritaires dans le parti et les réseaux d'élus (n°1 et n°2 de sexe différents).

Nous installerons un conseil d'orientation chargé de coordonner l'activité du parti et celle des groupes parlementaires et des élus locaux.

Notre vie collective doit retrouver sa sérénité. Pour cela, chacun doit respecter deux principes. Le premier, c'est de faire prévaloir

le collectif sur les aventures individuelles. Le second est de respecter les résultats de notre congrès et nos choix démocratiques. Nous avons dû suspendre les candidats dissidents car si nous ne l'avions pas fait, nos règles collectives n'auraient plus de sens et notre parole plus de valeur. Mais nous souhaitons le retour au cœur de notre vie collective de toutes celles et ceux qui veulent sincèrement soutenir une stratégie ancrée à gauche et prennent les deux engagements évoqués ici.

Former, se renouveler pour Gagner

Nous viserons simultanément la parité, le renouvellement des générations, et la prise en compte de la diversité de la société dans les fonctions internes comme les mandats électifs avec notamment l'objectif d'un tiers de renouvellement à chaque échéance et une limitation des mandats dans le temps. Cette ambition se concrétisera dès les prochaines élections sénatoriales.

Ces objectifs, comme l'accueil des nouveaux adhérents, rendent nécessaire de renforcer **la formation continue** des militants. Le parti soutiendra la création **d'universités permanentes de formation dans chaque région**. Elles seront des moments utiles pour **repérer des talents** et les accompagner afin de devenir les futurs cadres et élus socialistes. Nous nous appuierons notamment pour cela sur l'expérience de **l'école de l'engagement**.

Cette action se doublera d'**une meilleure valorisation des expériences et des compétences des militants** qui sont des ressources pour notre parti et qui seront mobilisées dans les réseaux et commissions nationales thématiques. Notre rendez-vous des **universités d'été** continuera d'être un lieu d'innovation dans le fond mais aussi dans la forme.

La parité, toujours

La parité sera au centre de cette rénovation, nous partagerons ce combat avec les fédérations. Les secrétaires nationaux et fédéraux à l'égalité siégeront dans toutes les commissions électorales et équipes de négociations qui seront paritaires et renouvelées. Nous présenterons des binômes paritaires et renouvelés comme délégués de circonscriptions en 2027. Pour toutes les échéances, nous favoriserons les candidatures féminines dans les territoires les plus favorables au regard des élections précédentes.

Pour les prochaines élections sénatoriales, nous fixons comme objectif la parité pour les têtes de liste dans les départements où le scrutin est proportionnel, nous le ferons en lien étroit avec les fédérations qui ont la responsabilité de la composition des listes.

Au-delà des élections, nous proposons le respect de la parité dans toutes les instances et dans toutes les délégations du parti. Nous créerons un réseau des femmes socialistes en charge de la formation des futures candidates

et d'accueillir les nouvelles militantes, à l'image de ce qui existe dans la plupart des partis frères européens. Nous installerons des panels paritaires dans tous les événements du parti, les prises et temps de parole seront paritaires dans toutes les réunions.

Nous conforterons le dispositif mis en place contre le harcèlement et les violences sexistes et sexuelles (VSS) avec une commission anti-harcèlement indépendante, une cellule d'écoute renforcée et protégée, des formations obligatoires, en particulier pour les élus.

Promouvoir notre projet

Dès le lendemain du congrès, nous publierons un texte de lancement du débat sur notre projet européen. Il sera le point de départ de notre convention nationale mais aussi d'un débat plus large que nous impulserons au sein de la gauche et avec les Français. Nos débats déboucheront sur un vote militant et les résultats en seront présentés au cours d'une convention nationale qui sera ouverte à toutes les forces de la gauche et de l'écologie qui se retrouveront dans nos orientations.

Nous proposons de renouer avec les conventions nationales qui permettent à la fois de s'ouvrir sur la société, de donner la parole aux militants et de clarifier notre doctrine. 2023 et 2024 seront deux années de débat avant de déboucher sur un projet socialiste actualisé qui sera adopté en

2025 avant les élections municipales puis nationales.

Dès notre congrès, **nous lancerons trois conventions nationales** :

- **Une convention sur l'égalité réelle entre femmes et hommes** pour prolonger et concrétiser le travail sur notre engagement féministe ;
- **Une convention nationale sur la reconquête des catégories populaires et des territoires abandonnés au Rassemblement national** ;
- **Une convention nationale sur le socialisme écologique** pour mieux définir la manière dont nous déclinons la justice écologique ;
- **D'autres conventions nationales seront organisées autour des biens communs que nous voulons défendre** comme par exemple : retrouver le chemin d'une fraternité planétaire ; réhabiliter le travail, construire l'entreprise nouvelle ; l'école du zéro décrocheur et de la réussite pour tous ; la santé pour toutes et tous ; les nouvelles solidarités ; la République de la fraternité et de lutte contre toutes les discriminations ; la sécurité et la tranquillité publique ; l'égalité des territoires et les ruralités ; le renouveau de la démocratie...



« Nous avons traversé les temps mauvais ensemble. Nous avons tenu bon alors que notre oraison funèbre était prête. Nous avons conservé la flamme quand d'autres sont partis avec la cendre. Nous sommes là, enthousiastes, prêts à repartir au combat. La République sociale et écologique est notre horizon. Nous avançons, rien ni personne ne nous arrêtera. »

- Olivier Faure



AGNERI!



Je signe !